



Révolte contre l'UE et le FMI: la Grèce, l'Islande et la Lettonie pourraient montrer la voie

Par [Ellen Brown](#)

Mondialisation.ca, 09 février 2010

[Web of Debt](#) 9 février 2010

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

Les petits pays d'Europe accablés de dettes pourraient suivre l'exemple de l'Argentine et ignorer leurs dettes. Cela reporterait le fardeau sur les pays créanciers et le problème pourrait être résolu grâce à un simple changement des règles comptables.

La ruine financière totale, autrefois un problème réservé aux pays en développement, frappe maintenant l'Europe. Le FMI impose ses «mesures d'austérité» aux pays périphériques de l'UE, la Grèce, l'Islande et la Lettonie étant les plus touchées. Mais ce ne sont pas nos habituels solliciteurs du tiers monde. Historiquement, l'Islande a été colonisée par les Vikings qui envahirent avec succès la Grande-Bretagne. Les tribus lettones repoussèrent même les Vikings. Les Grecs, quant à eux, conquièrent tout l'Empire perse. S'il y a des pays qui peuvent tenir tête au FMI, ce sont bien ces robustes guerriers.

Des dizaines de pays ont été dans l'incapacité de payer leurs dettes au cours des récentes décennies, le dernier étant Dubai, qui a demandé le 26 novembre un moratoire sur sa dette. Si l'émirat arabe naguère hyper-riche peut le faire, des pays dont la situation est plus désespérée le peuvent également. Et quand l'alternative est de détruire l'économie indigène, il est difficile de prétendre qu'ils devraient s'en abstenir. C'est particulièrement vrai lorsque les créanciers sont largement responsables et qu'on a de bonnes raisons de penser que les dettes n'ont pas lieu d'être. Les problèmes de la Grèce ont commencé quand de faibles taux d'intérêts inadaptés à la Grèce ont été maintenus pour sauver l'Allemagne de l'effondrement économique. Et l'Islande comme la Lettonie se sont retrouvées responsables de dettes privées qui ne les concernaient pas.

L'économiste Michael Hudson écrit:

«L'Union européenne et le Fonds monétaire international leur ont dit de remplacer les dettes privées par des obligations publiques et de les financer en augmentant les impôts, en réduisant les dépenses publiques et en obligeant les citoyens à dépenser leurs économies. Les gens en veulent de plus en plus non seulement à ceux qui ont fait ces dettes mais également aux conseillers néolibéraux et au créanciers étrangers qui ont fait pression sur leurs gouvernements pour qu'ils vendent les banques et leurs infrastructures publiques à des initiés.»¹

Mauvais fonctionnement de l'UE: échec de la monnaie commune

La Grèce pourrait être le premier des pays périphérique à se révolter. Ambrose Evans-Pritchard écrit dans le «Daily Telegraph» du 13/12/09 que «la Grèce est le premier pays en crise aux marges de l'union monétaire européenne à défier Bruxelles et à rejeter ce remède

moyenâgeux qu'est la baisse des salaires. Le Premier ministre Papandhréou a déclaré le 11 décembre:

«Les salariés ne feront pas les frais de la situation: nous n'allons pas procéder à un gel ou à une baisse des salaires. Nous ne sommes pas venus au pouvoir pour démanteler l'Etat social.»

Evans-Pritchard note que «M. Papandhréou a de bonnes raisons de défier l'UE. On a dit à la Grèce d'adopter des mesures d'austérité sans la dévaluation qui est au centre des plans du FMI. Cette demande est ruineuse et manifestement contraire au but recherché.»

La monnaie ne peut pas être dévaluée parce que le même euro a cours partout. Cela signifie que, comme la capacité du pays à rembourser sa dette est paralysée par les mesures d'austérité, il n'y a pas moyen de réduire le coût de la dette. Evans-Pritchard conclut:

«La vérité que peu de personnes dans la zone euro sont prêtes à considérer est que l'Union monétaire européenne pose de graves problèmes ... à la Grèce, à l'Allemagne, à tous les pays membres.»²

C'est pourquoi l'Islande, qui n'est pas encore membre de l'UE, a de bonnes raisons de reconsidérer sa position. On met comme condition à son adhésion qu'elle rembourse les investisseurs hollandais et britanniques qui ont perdu de l'argent dans la faillite d'IceSave, filiale en ligne de la plus grande banque privée islandaise. Eva Joly, juge norvégo-française engagée pour enquêter sur la faillite de la banque islandaise, parle de chantage. Pour elle, céder aux demandes de l'UE, ce serait ponctionner les ressources du pays et de ses habitants qui sont contraints d'émigrer pour trouver du travail.³

La Lettonie est membre de l'UE et devrait adopter l'euro, mais elle n'en est pas encore à ce stade. L'UE et le FMI ont demandé au gouvernement d'emprunter des monnaies étrangères pour stabiliser le taux de change de sa monnaie afin d'aider les emprunteurs à payer les hypothèques souscrites en monnaies étrangères dans des banques étrangères. On exige que le gouvernement, pour obtenir de l'argent du FMI, procède aux économies habituelles. Selon Nils Muiznieks, directeur de l'Advanced Social and Political Institute de Riga, «le reste du monde applique des plans de relance allant de 1 à 10% du PIB mais en même temps, on demande à la Lettonie de faire d'importantes coupes budgétaires qui se montent cette année à 38% dans le secteur public et à augmenter les impôts afin de réduire le déficit.»⁴

En novembre, le gouvernement letton a adopté le budget le plus rigoureux de ces dernières années, avec des coupes de près de 11%. Il a déjà augmenté les impôts, taillé dans les dépenses publiques, diminué les salaires des fonctionnaires et fermé des dizaines d'écoles et d'hôpitaux. Il en résulte que la Banque nationale prévoit un recul de l'économie de 17,5% cette année⁵ alors que le pays aurait besoin d'une économie productive pour se remettre d'aplomb. En Islande, l'économie a subi un recul de 7,2% au cours du troisième trimestre,⁶ taux le plus important jamais enregistré. Comme dans les autres pays saignés à blanc par les restrictions néolibérales de productivité, l'emploi et la production sont paralysés, ce qui met l'économie à genoux.

Si l'on est cynique, on dira que c'était bien là l'intention. Au lieu d'aider les pays post-soviétiques à développer des économies indépendantes, écrit Marshall Auerback, «l'Occident les a considérés comme des huîtres économiques à briser et à endetter afin d'en tirer profit, laissant des coquilles vides.»⁷

Mais les gens ne se soumettent pas sans mot dire. En Lettonie, au début décembre 2009, alors que le Parlement débattait de la dette publique, des milliers d'étudiants et d'enseignants défilaient dans les rues pour protester contre la fermeture de certaines d'écoles et des baisses de salaires allant jusqu'à 60%. Les manifestants brandissaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire: «Ils ont vendu leur âme au diable» et «Nous sommes contre la pauvreté». Au Parlement islandais, le débat sur IceSave a duré, aux dernières nouvelles, plus de 140 heures, un nouveau record. Et une proportion croissante de la population refuse d'assumer une dette qui, à son avis, n'est pas celle de l'Etat.

Le 3 décembre, dans un article du «Daily Mail» intitulé «Ce que l'Islande peut apprendre aux Tories», Mary Ellen Synon écrivait que depuis que l'économie islandaise s'était effondrée, l'année dernière, «les bâtisseurs d'empire de Bruxelles espéraient que les Islandais ruinés et effrayés seraient finalement prêts à échanger leur indépendance contre la stabilité que leur offrait l'adhésion à l'UE». Mais le mois dernier, un sondage d'opinion montrait que 54% des Islandais étaient opposés à l'adhésion alors que seuls 29% y étaient favorables. Synon écrivait:

«Bien que les Islandais aient pu avoir une peur bleue l'année dernière, ils se dégagent maintenant des ruines de leur prospérité et ont décidé que la chose la plus précieuse qui leur reste est leur indépendance. Ils ne sont pas disposés à l'échanger, même dans la perspective d'un sauvetage de la Banque centrale européenne.»⁸

L'Islande, la Lettonie et la Grèce sont toutes en situation de mettre le FMI et l'UE au pied du mur. Dans un article paru le 1er octobre et intitulé «Lettonie, la folie continue», Marshall Auerback affirmait que le problème de la dette de la Lettonie pouvait être réglé au cours d'un week-end au moyen d'une série de mesures: 1) ne pas répondre au téléphone lorsque des créanciers étrangers appellent le gouvernement; 2) déclarer les banques insolvables, convertir leur dette extérieure en capital propre, les rouvrir et leur permettre de garantir les dépôts en monnaie locale; 3) accorder à toutes les personnes disposées et capables de travailler un emploi payé à un salaire minimum en monnaie locale avec sécurité sociale, comme l'a fait l'Argentine après que le régime Kirchner eut repoussé le plan toxique de remboursement de sa dette imposé par le FMI.»⁹

Evans-Pritchard suggère un remède similaire pour la Grèce qui pourrait lui permettre de faire sauter le carcan mortel où elle se trouve en suivant l'exemple de l'Argentine. Elle pourrait «rétablir sa monnaie, la dévaluer, adopter une loi transformant les dettes en euro en monnaie locale et en «restructurant les contrats avec l'étranger».

Un moyen peu utilisé: dire non au FMI

Résister au FMI n'est pas un moyen très utilisé, mais l'Argentine a montré la voie. En 2001, au vu des pronostics désastreux selon lesquels l'économie pourrait s'effondrer en l'absence de crédits étrangers, elle a défié ses créanciers et s'est détournée de ses dettes. A l'automne 2004, trois ans après un défaut de paiement record de plus de 100 milliards de dollars, le pays était sur la voie du redressement et il avait réussi cette prouesse sans aide étrangère. La croissance économique fut de 8% pendant deux années consécutives. Le volume des exportations augmenta, la monnaie était stable, les investisseurs revenaient et le chômage diminuait. Selon l'économiste Mark Weisbrot interrogé en 2004 par le New York Times, «c'est un événement historique remarquable qui remet en cause 25 ans de mauvaise politique. Alors que d'autres pays avancent cahin-caha, l'Argentine vit une croissance très saine dont rien ne permet de penser qu'elle ne durera pas, et elle l'a réussie sans faire aucune concession pour attirer des capitaux étrangers.»

Weisbrot est le co-directeur du laboratoire d'idées Center for Economic and Policy Research basé à Washington qui a publié en octobre 2009 une étude sur les 41 pays débiteurs du FMI. Selon cette étude, les politiques d'austérité imposées par le FMI, notamment la réduction des dépenses et le resserrement de la politique monétaire, risquaient de faire plus de mal que de bien aux économies de ces pays.

C'est également la conclusion d'une étude publiée en février 2009 et due à Yonka Özemir de la Middle East Technical University d'Ankara, qui compare l'assistance du FMI à l'Argentine et à la Turquie.¹⁰ Ces deux marchés émergents ont subi en 2001 de graves crises économiques précédées de déficits budgétaires chroniques, d'une croissance insuffisante des exportations, d'un important endettement, d'une instabilité politique et d'une inégalité dans la répartition des richesses.

Tandis que l'Argentine faisait bande à part, la Turquie suivait les conseils du FMI. Le résultat final a été que l'Argentine a rebondi alors que la Turquie connaît encore la crise financière. La confiance de la Turquie dans les investissements étrangers l'a rendue très vulnérable à la récession mondiale. L'Argentine, elle, a choisi d'investir dans le pays, de développer l'économie indigène.

Pour trouver l'argent nécessaire, elle n'a pas eu besoin d'investisseurs étrangers. Sa banque centrale a émis sa propre monnaie et accordé ses crédits. Lorsque la monnaie nationale s'est totalement effondrée en 1995, puis une nouvelle fois en 2000, les gouvernements locaux ont émis des obligations locales qui ont été négociées comme de la monnaie. Les provinces ont payé leurs fonctionnaires avec des «obligations d'annulation de dette» équivalentes au peso. Ces obligations annulaient les dettes des provinces envers leurs fonctionnaires et pouvaient être dépensées comme de l'argent. Les provinces avaient «monétisé» leurs dettes en transformant leurs obligations en monnaie légale.

L'Argentine est un vaste pays dont les ressources sont plus importantes que celles de l'Islande, de la Lettonie ou de la Grèce, mais les nouvelles technologies permettent également à des petits pays de devenir autosuffisants. (cf. David Blume: alcoholcanbeagas)¹¹

Des monnaies locales pour un développement local

Les gouvernements ont le droit souverain d'émettre et de prêter de la monnaie et l'Islande le perdra si elle rejoint l'UE qui interdit aux Etats membres d'emprunter de l'argent à leurs propres banques centrales. Pourtant les habitants de ces pays frappés par la crise pourraient continuer de développer leurs ressources s'ils disposaient des crédits nécessaires. Un contrôle souverain sur leur monnaie locale leur permettrait d'obtenir des crédits simplement en les créant dans la comptabilité de leurs banques d'Etat.

En réalité, cette proposition n'a rien d'extraordinaire. Toutes les banques privées obtiennent les crédits qu'elles accordent à leurs clients en les créant dans leur comptabilité. Contrairement aux idées reçues, les banques ne prêtent pas leur propre argent ou celui de leurs déposants. Comme le confirme la Réserve fédérale américaine,¹² les banques prêtent de l'argent neuf créé par une comptabilité en partie double sous la forme de dépôts des emprunteurs d'un côté et d'actifs de la banque de l'autre.

Outre le fait qu'ils permettent de lutter contre le gel des crédits, les crédits accordés par les gouvernements ont l'avantage de pouvoir être sans intérêt. En éliminant les intérêts, on

réduit considérablement les coûts de production.¹³

L'argent émis par les gouvernements pour financer des projets publics a une longue histoire couronnée de succès qui remonte au moins au début du XVIII^e siècle, lorsque la colonie américaine de Pennsylvanie émit une monnaie qui était à la fois prêtée et dépensée par le gouvernement local dans l'économie locale. Il en résulta une période de prospérité sans précédent obtenue sans inflation ni impôts.¹⁴

L'Etat insulaire de Guernesey, situé dans la Manche, a financé ses infrastructures avec de l'argent émis par le gouvernement il y a plus de 200 ans sans inflation des prix ni dette publique.

Durant la Première Guerre mondiale, lorsque les banques demandaient des intérêts de 6%, la Commonwealth Bank, établissement de l'Etat australien, a financé l'effort de guerre du pays à un taux d'intérêt inférieur à 1%, économisant aux Australiens 12 millions de dollars de frais bancaires. Après la guerre, le gouverneur de la banque a épargné aux Australiens la dépression qui régnait dans d'autres pays en finançant la production, la construction de logements et en accordant des crédits à des gouvernements locaux pour la construction de routes, de lignes de trams, de ports, d'usines à gaz et de centrales électriques. Les profits de la banque étaient reversés à l'Etat.

Après avoir élu son premier gouvernement travailliste dans les années 1930, la Nouvelle-Zélande mit en place avec succès un programme d'infrastructures financé grâce à un crédit national sans intérêt. Le crédit accordé par la banque centrale nationalisée permit à la Nouvelle-Zélande de prospérer à une époque où le reste du monde était en proie à la pauvreté et au manque de productivité.

L'argument contre l'émission et le prêt d'argent par les gouvernements pour les infrastructures est que cela provoque l'inflation, mais ce n'est pas nécessairement le cas. L'inflation des prix se produit lorsque la «demande» (l'argent) augmente plus rapidement que l'«offre» (biens et services). Quand on augmente la masse monétaire nationale pour financer des projets productifs, l'offre augmente avec la demande, sans affecter les prix.

De toute façon, comme nous l'avons dit plus haut, les banques privées créent elles-mêmes l'argent qu'elles prêtent. Le processus par lequel elles créent de la monnaie est inflationniste parce qu'elles ne prêtent que le capital, pas les intérêts nécessaires à rembourser leurs emprunts. Pour payer les intérêts, il faut faire de nouveaux emprunts.

L'important, c'est d'utiliser la monnaie nouvellement créée ou le crédit pour des projets productifs qui augmentent les biens et les services plutôt que pour la spéculation et pour payer les dettes publiques en monnaies étrangères (le piège dans lequel est tombé le Zimbabwe). On peut protéger la monnaie nationale contre les spéculateurs¹⁵ en imposant des contrôles des changes, comme l'a fait la Malaisie en 1998, en imposant des contrôles des capitaux, comme le font actuellement le Brésil et Taiwan, en interdisant les instruments financiers à terme ou en imposant une «taxe Tobin» sur les transactions monétaires internationales.

Guérir les créanciers

Si les créanciers souhaitent vraiment récupérer leurs prêts, ils comprendront qu'il est sage de laisser le pays débiteur développer son économie pour lui permettre de rembourser ses dettes. Si les créanciers ne tiennent pas vraiment à être remboursés mais utilisent la dette

comme un moyen d'exploiter le pays débiteur et de le priver de ses actifs, il faut dénoncer le bluff des créanciers.

Lorsque le pays débiteur refuse de payer, le fardeau pousse les créanciers à se guérir eux-mêmes. L'économiste britannique Michael Rowbotham suggère que dans le monde de la monnaie électronique, cela peut être effectué par des régulateurs bancaires créatifs simplement en modifiant les règles comptables. Aujourd'hui, on peut créer des dettes à l'aide d'écritures comptables et les annuler de la même manière. Rowbotham esquisse deux moyens permettant de changer les règles afin d'annuler des dettes impossibles à rembourser:

«La première option consiste à libérer les banques de l'obligation de maintenir la parité entre l'actif et le passif. Ainsi, si une banque commerciale détient pour 10 millions de dollars de créances d'un pays en développement, elle pourrait être autorisée à avoir à perpétuité, après annulation, 10 millions de dollars de déficit dans son bilan. C'est une simple question d'écritures.

La seconde option consiste à annuler les créances tout en permettant aux banques de les conserver pour des raisons comptables. Les dettes seraient annulées pour les pays en développement mais conservées à des fins de comptabilité bancaire. Ces créances seraient conservées à leur valeur nominale en tant qu'actifs permanents, non négociables.»¹⁶

Si les banques étaient autorisées soit à porter en compte les crédits non remboursables ou à se faire rembourser en monnaies locales, leurs actifs et leur solvabilité seraient préservés.

Cet article a été publié le 22 décembre 2009 par le site en anglais du Centre de recherche sur la Mondialisation : « [EU/IMF Revolt: Greece, Iceland, Latvia May Lead the Way](#) » et traduit par [Horizons et débats](#).

Notes

1 Recovering from Neoliberal Disaster. Why Iceland and Latvia Won't (and Can't) Pay the EU for the Kleptocrats' Ripoffs. Prof. Michael Hudson. www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=14800

2 Ambrose Evans-Pritchard. Greece defies Europe as EMU crisis turns deadly serious. www.telegraph.co.uk/finance/comment/ambroseevans_pritchard/

3 Eva Joly: Iceland is being blackmailed. icelandweatherreport.com/2009/08/eva-joly-iceland-is-being-blackmailed.html

4 Zit. In: Pavol Stracansky. G20: IMF Finds a New Unpopularity. ipsnews.net/news.asp?idnews=48594

5 Ilmars Rimševics, Governor, Bank of Latvia. Recent Economic Developments and Banking in Latvia. www.bank.lv/eng/main/all/sapinfo/presrunas/receco/

6 Kay Murchie. Iceland's economy shrinks at record pace. www.financemarkets.co.uk/2009/12/07/icelands-economy-shrinks-at-record-pace/

7 Marshall Auerback. Latvia: The Insanity continues. www.creditwritedowns.com/2009/10/latvia-the-insanity-continues.html

8 Mary Ellen Synon. What Iceland can teach the Tories. synonblog.dailymail.co.uk/2009/12/what-iceland-can-teach-the-tories.html

9 Marshall Auerback, a.a.O.

10 More a Curse than a Cure? The Role of the IMF after the Argentine and Turkish Financial Crises. Von Yonca Özdemir. Political Science & International Relations Program.

Middle East Technical University, Northern Cyprus Campus. Paper prepared for delivery at the 2009 Annual Convention of the International Studies Association (ISA), February 15-18, 2009, New York.

11 alcoholcanbeagas.com/node/587

12 ModernMoneyMechanics. Federal Bank of Chicago. www.rayservers.com/images/.pdf

13 The McKleever Institute of Economic Policy

Analysis. There are Alternatives. (T.A.A.)

Project winning Essay. Margrit Kennedy

inspires New Zealand Groups to Establish

Regional Money Systems. By Deidre Kent.

www.mkeever.com/kent.html

14 Ellen Brown. Sustainable Energy Development: How Costs Can Be Cut in Half.

www.webofdebt.com/articles/energy-costs.php

15 A Debt Moratorium for Iceland.

www.actindependent.org/icelandprogram.pdf

16 How to Cancel Third World Debt. by Michael Rowbotham.

www.prosperityuk.com/prosperity/articles/cantwd.html

ANNEXE

La coalition Gauche-Verts au pouvoir en Islande confirme son opposition à l'UE

Le Conseil du parti islandais Gauche-Verts a confirmé aujourd'hui son opposition à une adhésion à l'UE, opposition qui était la sienne depuis la fondation du parti. Mais après les élections de janvier 2009, elle avait décidé de ne pas s'opposer à l'envoi d'une demande d'adhésion à Bruxelles afin de pouvoir former un gouvernement avec l'Alliance sociale-démocrate favorable à l'adhésion. Mais depuis, l'opposition à l'adhésion s'est considérablement renforcée chez les Islandais: selon les derniers sondages, 2/3 sont contre. La demande d'adhésion, qui avait été votée de justesse par le Parlement en juillet 2009, était très impopulaire au sein du Mouvement Gauche-Verts. Le Conseil du parti est la plus haute instance du Mouvement entre les congrès nationaux.

Sa déclaration officielle est la suivante: «Le Conseil du parti confirme l'opposition du Mouvement Gauche-Verts à une éventuelle adhésion à l'Union européenne. Bien qu'une demande d'adhésion ait été déposée, le Conseil du parti tient absolument à ce que l'Islande demeure un Etat indépendant en dehors de l'UE. Il demande avec insistance aux ministres, au Parlement et aux membres du Mouvement Gauche-Verts dans tout le pays de respecter la politique d'opposition du Parti à l'adhésion et de la défendre de toutes leurs forces.»

C'est là un nouveau signe du clivage entre les partis de gouvernement en matière d'UE.

Source: EU News from Iceland, eunews.blotspot.com (Traduction Horizons et débats)

Pratique politique des «économies»

«Après qu'on a contracté des dettes abyssales, la phase suivante consiste à lutter contre les déficits. Ces prochaines années, cela va être une question primordiale.»

Steve van Order, Calvert Funds, Bethesda Md

C'est très vrai, comme le montrent les bilans de presque tous les gouvernements souverains aujourd'hui. Mais en ce début de 2010, on ressuscite la science de l'«économie politique» longtemps négligée afin de s'assurer que le monde considère que certains pays croulent sous leur déficit tandis qu'il ignore soigneusement les autres.

A l'origine, l'«économie politique» était l'étude du chevauchement inévitable entre la politique et l'économie et de la place de ces deux disciplines en tant que sous-ensemble de l'éthique. Aujourd'hui, l'éthique a été éparpillée aux quatre coins de la politique et dans les domaines de l'économie qui sont sous le contrôle direct de la politique, c'est-à-dire la plupart d'entre eux.

Le 27 janvier, le Secrétaire américain au Trésor Tim Geithner a comparu devant la Commission de surveillance et de réforme de l'Etat de la Chambre des Représentants. A la fin de 2008, à l'époque du sauvetage de l'American International Group (AIG), Geithner était directeur de la Fed de New York. Les «réformateurs» [les membres de la Commission] s'étaient intéressés tardivement à la décision de la Fed de New York de verser aux partenaires commerciaux de l'AIG 100 cents par dollar pour les contrats d'assurance contre les faillites émis par l'AIG qu'ils détenaient.

Ils voulaient demander à Geithner pourquoi la Fed de New York avait donné l'ordre à l'AIG de ne pas mentionner cette opération dans les documents que la loi les oblige à fournir à la Securities and Exchange Commission. Les défenseurs de Geithner maintiennent catégoriquement qu'il n'est pas impliqué parce qu'il n'était pas au courant des instructions données à l'AIG. Reste à savoir si cette réponse satisfera les «réformateurs». C'est en tout cas un exemple de plus de la manière dont les politiques se montrent «économiques» à l'égard de la vérité.

A supposer que Geithner passe avec succès son audition devant le Congrès, il devrait partir pour le Canada afin d'assister à la réunion du G-7 des 5 et 6 février. Cette réunion a lieu dans la «ville» d'Iqaluit, capitale du territoire de Nunavut, situé sur la côte méridionale de l'île de Baffin. On a du mal à imaginer - et à plus forte raison à trouver - un endroit plus isolé et un climat plus inhospitalier en février. Une chose est certaine: cette réunion du G-7 ne sera pas perturbée par de nombreux «protestataires».

De toutes les «chaires» politiques parvient le message suivant: Ignorez ce que vous constatez en observant l'état réel du monde économique. Nous sommes là pour le masque.

Source: The Privateer, no 646, *Traduction Horizons et débats*

Le tsunami des endettements

La Grèce représente le plus grand problème pour l'euro, mais ce n'est pas le seul. Un banquier a déclaré cyniquement: «C'est l'UE tout entière qui bat de l'aile. L'Europe est balayée par un véritable tsunami d'endettements.» Des analyses plus détaillées révèlent

des faits étonnants: 8 des 16 pays de la zone euro sont considérés, en raison de leur endettement ou de leur déficit budgétaire considérables, comme des candidats à haut risque et les 7 autres comme des candidats à risque moyen. Seule la Finlande est considérée comme un pays présentant à long terme un faible risque concernant le financement de sa dette.

Mais c'est la Grèce qui détient pour le moment le pompon. Ses dettes de 300 milliards d'euros représentent le double de ce qu'autorise l'UE. Aujourd'hui déjà, Athènes doit payer des intérêts deux fois plus élevés que l'Allemagne, considérée jusqu'ici comme exemplaire. Mais celle-ci est également tombée dans la spirale de l'endettement. La France inquiète aussi. En effet, fin septembre, elle avait 1457 milliards d'euros de dettes et la situation continue de se dégrader. Cela représente 76% du produit intérieur brut. L'importante agence de notation Fitch a déjà lancé une mise en garde concernant la France et l'Espagne. Quant à la Grande-Bretagne, qui n'appartient pas à la zone euro, elle est dans la même situation critique. Selon les pessimistes, la livre va chuter à moyen terme en dessous de l'euro.

Source: Vertraulicher Schweizer Brief du 23/1/10

Pour qui les lois sont-elles faites?

En matière de droit, qu'il s'agisse d'accusation ou de défense, il existe un vieil adage auquel ont adhéré fidèlement des personnalités du théâtre, du cinéma et de la littérature telles qu'Horace Rumpole, Perry Mason et Dismas Hardy: Ne posez pas de questions dont vous ne connaissez pas déjà la réponse. Cette règle est également respectée en politique. Dans de nombreux pays, y compris aux Etats-Unis, des quantités d'avocats entrent en politique. Tous les politiques sont connus comme étant des «faiseurs de lois». A l'époque de la véritable «politique économique», l'objectif majeur de la politique était de créer une nation gouvernée par des lois, non pas par des hommes. Aujourd'hui, les politiques font les lois (d'où l'euphémisme populaire de «faiseurs de loi») et ne posent des questions à propos des lois ou y répondent que sous la contrainte.

Naturellement, les «faiseurs de lois» ne rédigent ni ne lisent les lois, ils ne font que les voter, généralement dans une optique partisane. L'élément le plus important du «programme» d'Obama est la loi sur la réforme du système de santé. Sous sa forme actuelle, elle compte 2000 pages et près de 500 000 mots. En revanche, la Constitution américaine, dans sa forme originale, tient sur 11 pages – même un numéro du Privateer occupe plus de place! – et avec ses 27 amendements, elle compte 18 pages.

Ce n'est pas une personne unique qui a rédigé la loi sur la réforme du système de santé ni aucune autre loi moderne. Et personne – surtout pas les «faiseurs de lois» qui se querellent à son propos – ne la lira jamais. Les lois modernes ne sont pas faites pour être lues ou comprises. Elles sont rédigées de manière assez ouverte pour permettre de considérer comme légale toute action jugée nécessaire pour faire face à n'importe quelle situation.

Voici comment les politiques, partout, formulent les questions:

Qu'est-ce qui est légal? – Tout ce qui fait l'objet d'une loi.

Qu'est-ce qui est nécessaire pour faire face à n'importe quelle situation politique ou

économique? – Tout ce qui est légal.

Qui décide cela? – Nous.

Sur quoi fondez-vous vos décisions? – Sur l'intérêt national.

Qui décide de ce qu'est l'intérêt national? – Nous.

Il y a longtemps que c'est comme ça. Le seul problème, c'est que ça ne résout rien.

Le 13 janvier, les directeurs des principales banques de Wall Street ont été convoqués à Washington pour répondre aux questions de la Commission d'enquête sur la crise financière. On trouvait en première ligne Lloyd Blankfein, P.-D.G de Goldman Sachs, principale bénéficiaire du plan de sauvetage américain initié en catastrophe en septembre 2008 et maintenu généreusement jusqu'à aujourd'hui. Selon la plupart des médias financiers américains, Lloyd Blankfein et ses collègues des autres grandes banques «trop importantes pour les laisser faire faillite» étaient là pour «s'excuser» de leurs actes, de ceux qui sont censés avoir conduit à la crise.

Comme on pouvait le prévoir, le président de la Commission, Phil Angelides, a commencé par déclarer que «les gens étaient en colère». Et tous les patrons des banques de répliquer: «Mea culpa». Lloyd Blankfein a prétendu que les banques avaient été prises par surprise, qu'elles n'avaient pas vu venir la crise. C'était comme si quatre ouragans frappaient la côte est des Etats-Unis en même temps, événement que personne ne pouvait prévoir.

Or ne l'oublions pas, ces messieurs «sont en charge» de billions de dollars. Les banquiers ont pour mission de les prêter. Lorsqu'ils estiment que la demande de crédits est insuffisante, ils sont chargés d'inventer de nouveaux moyens de créer des actifs comme par magie. Les politiques qui les ont placés là où ils sont (en attendant de s'y installer eux-mêmes) sont responsables des banquiers. Ils adoptent les lois, siègent dans les commissions et surveillent les organes de régulation. Oui, ils font l'objet de pressions. Oui, ils comptent sur les «intérêts particuliers» pour financer leurs campagnes électorales, mais une fois qu'ils sont élus, ce sont eux, et personne d'autre, qui font les lois. Presque tous les politiques et la plupart des grands banquiers sont depuis longtemps parvenus à la conclusion que tout est possible quand on a le pouvoir de le réaliser en votant une loi.

Source: The Privateer no 646 (Traduction Horizons et débats)

Aucun gouvernement ne fait des économies

Revenons à Washington. Le 19 janvier avaient lieu les élections sénatoriales du Massachusetts et les choses ont commencé à mal tourner lorsque les démocrates ont perdu leur majorité au Sénat et que le programme législatif de Barack Obama a semblé en danger. Et certains de ses aspects l'ont effectivement été, notamment la loi sur la réforme du système de santé.

En matière de «relance» de l'économie, peu de choses ont changé. Le projet de budget pour 2011 doit être bouclé pour le 1er février. Le budget de la Défense est de 708 milliards de dollars, de loin la demande la plus élevée jusqu'ici. En outre, Obama va demander 33 milliards pour l'Afghanistan et l'Irak. Et pour financer cela et le reste du budget, la limite d'endettement doit être relevée. Le lendemain de l'élection du Massachusetts, les

démocrates du Sénat ont proposé de faire passer cette limite de 1,9 à 14,294 billions de dollars. Il faut 60 voix, au Sénat, pour adopter cette demande, or il n'y a plus 60 sénateurs démocrates.

Mais quelle que soit finalement le relèvement de la limite d'endettement, il faudra maintenir à un niveau très bas les taux d'intérêts américains pour permettre de la servir. C'est dans ce sens que William Dudley, successeur de Geithner à la présidence de la Fed de New York, s'est exprimé: La Fed doit maintenir à leur niveau actuel ses taux à court terme «au moins six mois, voire un ou deux ans. Cela dépendra du développement de l'économie.» Comparez cela à ce que l'on exige de la Grèce!

«Tous les Etats sont en jeu»

Tel est le titre d'un article de Yahoo News évoquant les craintes croissantes des deux partis américains à la lumière du grand bouleversement au Massachusetts. Si nous donnons au terme d'Etat [ici Etat fédéral] figurant dans ce titre le sens de «nation souveraine», nous obtenons une image assez exacte du monde d'aujourd'hui. Aux Etats-Unis, on dit que la totalité du «paysage politique» a changé fondamentalement du jour au lendemain. Ce qui s'est passé est que les Américains d'un Etat ont eu l'occasion de manifester leur mécontentement de la seule manière que les politiques remarquent: Ils n'ont pas réélu un député en place depuis longtemps et, ce faisant, ils ont jugé ce qui se passe dans leur capitale fédérale.

Or dans les capitales du monde, d'Ankara à Zagreb, les derniers bastions du mécanisme politique «gouverner aujourd'hui - payer demain» résistent encore. Seule la dette des pays souverains conserve son aura d'invulnérabilité et même elle commence à se ternir sérieusement.

Tous les Etats sont vraiment en jeu, car dans la mesure où ils ont augmenté leur dette pour tenter de «stimuler» leur sortie de la crise financière, leur situation économique est douteuse. Dans ce contexte, les Etats-Unis mènent le monde. Alors que son endettement est pire, le Japon maintient sa dette à l'intérieur du pays. L'Union européenne compte 16 membres qui utilisent l'euro dont certains sont dans une situation financière catastrophique. 50 Etats utilisant le dollar et tous auraient déjà fait faillite s'ils n'avaient pas été soutenus par un «coup de fouet» de Washington. Dans aucun autre pays au monde, plus de la moitié des créances d'Etat sont détenues par des étrangers.

On ne peut pas se nourrir des promesses ou des politiques gouvernementales

Le 19 janvier, le gouvernement chinois a annoncé qu'il «gelait» les prêts des grandes banques jusqu'à la fin du mois. Les marchés financiers mondiaux ont aussitôt chuté. Le dollar est temporairement monté en flèche. On a soldé les matières premières (y compris les métaux précieux). Tout le monde s'est replié partout, et particulièrement aux Etats-Unis, sur les créances d'Etat, jugées plus sûres. On compte sur la Chine pour être la grande machine qui pourrait sortir le monde de la crise économique, mais elle ne peut faire davantage que les Etats-Unis. Le gouvernement chinois donne actuellement des preuves évidentes qu'il comprend cela. Il essaie désespérément de dégonfler un monstre financier, qu'il a créé sans ruiner l'économie du pays.

Dans les années 1970, Franz Pick a appelé les créances d'Etat «des certificats garantis de confiscation future». Il y a longtemps de cela. Mais ces créances peuvent-elles être autre

chose quand le seul moyen des gouvernements de servir et finalement de rembourser leurs dettes est la capacité présente et future des habitants de produire des biens réels?

Aux Etats-Unis, les gouvernements des Etats fédéraux doivent faire face à des dépenses non financées (retraites et sécurité sociale des fonctionnaires) d'un ordre de grandeur de quelque 3 billions de dollars. Au plan national, le déficit commercial de novembre 2009 était de 34,6 milliards de dollars, chiffre le plus élevé depuis janvier 2009. En décembre 2009, le déficit fédéral était de 91,9 milliards, presque le double de celui de décembre 2008. Au premier trimestre de l'année budgétaire 2010, Washington affichait un déficit de 389 milliards, soit 17,1% de plus qu'au premier trimestre de 2009. Le déficit total de l'année 2009 était officiellement de 1,4 billions. Ajoutez 17,1% à cette somme et vous obtiendrez un déficit de 1,64 billions pour 2010.

Des économies? Allons donc!

Les économies, c'est ce que les gouvernements des Etats nations ne font pas. Et, à l'exception de quelques pays périphériques, il n'y a aucune probabilité qu'ils en fassent. Ce qui reste, ce sont des tentatives mondiales désespérées de nous faire croire qu'une insolvabilité des Etats est «impensable». Il est vraiment temps d'y réfléchir sérieusement.

Source: The Privateer no 646, *Traduction Horizons et débats*

La source originale de cet article est [Web of Debt](#)

Copyright © [Ellen Brown](#), [Web of Debt](#), 2010

Articles Par : [Ellen Brown](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca